

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°266 DU 06 MARS 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Opinion

P.3

La Troïka made in Guinea !



Édito à vue d'Aigle

Cette Tunisie de Kaïs Saïed qui inquiète !

Beaucoup pensaient, naïvement peut-être, que les dirigeants africains sont assez responsables et panafricanistes pour éviter de souffler à dessein sur les braises de la haine, de la discrimination, du racisme et de la xénophobie. Inutile de rappeler que c'est pour des raisons bien déterminées que les hommes décident de se déplacer d'une ville à une autre, d'un pays à un autre, d'un continent à un autre... P.2

ANGE GABRIEL HABA, S/E DU CNOSC-G



P.2

« On ne peut pas parler de Forces vives sans nous »

GUINÉE

P.5



La cote de popularité du président de la transition en baisse (sondage)

ENQUÊTE D'AFRO BAROMÈTRE P.2



Ce qu'en pense Alhousseïn Makanera Kaké

Dr Dansa Kourouma à propos de la gestion du CNRD
« La justice et la bonne gouvernance sont revenues! » P.4

Meurtre de la première victime sous le CNRD P.6
La comparution de la partie civile devant le TPI de Dixinn

Contrôle des prix sur le marché P.3
Des agents recrutés et outillés par le ministère du Commerce

Édito à vue d'aigle



Cette Tunisie de Kais Saïed qui inquiète !

Beaucoup pensaient, naïvement peut-être, que les dirigeants africains sont assez responsables et panafricanistes pour éviter de souffler à dessein sur les braises de la haine, de la discrimination, du racisme et de la xénophobie. Inutile de rappeler que c'est pour des raisons bien déterminées que les hommes décident de se déplacer d'une ville à une autre, d'un pays à un autre, d'un continent à un autre. Mais il arrive parfois, à leur corps défendant, que ces migrants soient traités dans leurs lieux d'accueil de la manière la plus cruelle qui soit. C'est ce qui est arrivé ces derniers jours aux Noirs en Tunisie, dont le président, Kais Saïed, s'est permis de tenir des propos haineux et racistes à l'endroit des Sub-sahariens. Les images et les témoignages sur les exactions infligées à tort aux Noirs ont choqué toutes les bonnes consciences à travers le monde.

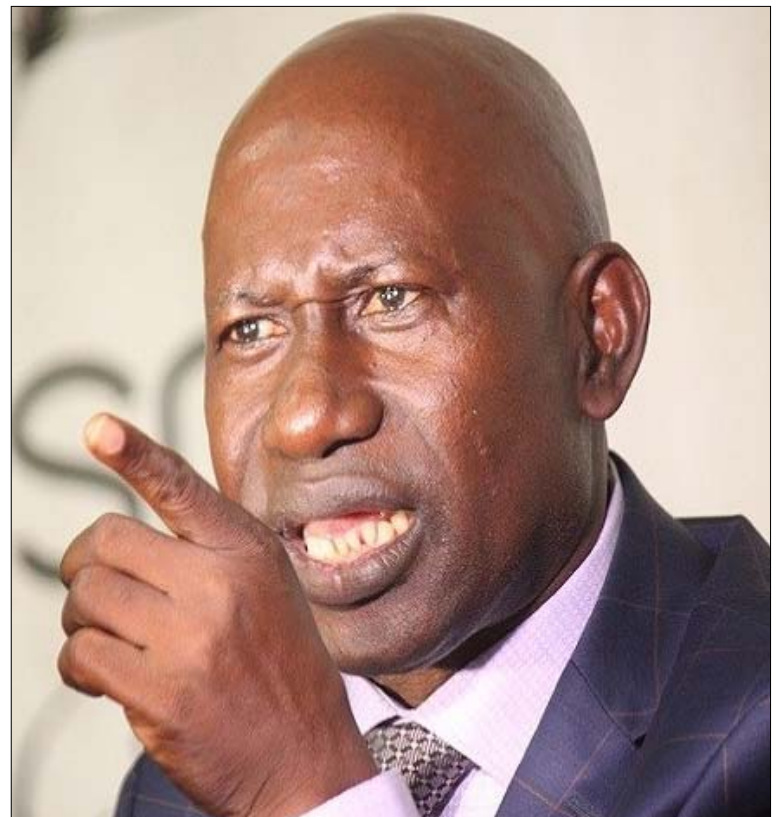
Les dirigeants des pays concernés par cette vague de xénophobie n'ont eu d'autre chose de prendre leurs responsabilités en organisant le rapatriement sécurisé de leurs compatriotes. Le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, a ainsi envoyé son ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté, en Tunisie pour secourir nos compatriotes en détresse dans ce pays du Maghreb. Parti de Conakry le mardi, le chef de la diplomatie guinéenne est rentré le mercredi avec 49 des 131 Guinéens qui souhaitent regagner le bercail pour fuir l'enfer tunisien. Il s'est confié à la presse en ces termes: « je suis allé rencontrer les autorités tunisiennes et j'ai pu rassembler nos compatriotes. Le premier convoi qui est arrivé est un convoi de 49 personnes. Nous avons pu mettre en place 131 Guinéens. 49 ont pu venir, il reste 81. Le pont aérien va continuer parce qu'il y en a qui sont à Sfax, il y en a qui sont dans d'autres villes. Au fur et à mesure qu'ils vont venir, ils seront rapatriés. Je suis très heureux et très ému d'avoir accompli cette mission ». Le vendredi 3 mars, 48 autres Guinéens ont été rapatriés de la Tunisie. Dans les deux cas, le chef de l'État s'est déplacé en personne, à l'aéroport international Ahmed Sékou TOURE de Conakry, pour accueillir chaleureusement ses compatriotes. Le tombeau d'Alpha Condé, en agissant ainsi, s'est fait passer pour un dirigeant sensible aux difficultés et aux problèmes auxquels sont confrontés ses compatriotes de l'intérieur et de la diaspora. Son acte a été salué par certains mais ses détracteurs parlent plutôt de populisme.

A noter que la Côte d'Ivoire et le Mali ont également rapatrié leurs ressortissants par vol. Comme on le voit donc, cette Tunisie de Kais Saïed inquiète vraiment.

Kéfina Diakité

ENQUÊTE D'AFRO BAROMÈTRE Ce qu'en pense Alhoussein Makanera Kaké

Alhoussein Makanera Kaké, ancien ministre d'Alpha Condé et ancien député, a cru devoir se confier à la presse pour faire des observations sur les résultats de l'enquête d'Afro Baromètre en Guinée. C'était le samedi 4 mars 2023.



« J'ai lu mais je n'ai même pas vu l'objectif pour mener ces enquêtes, ça c'est un. Parce qu'on parle de la démocratie mais quand on regarde la seule personne en qui tout le monde a confiance c'est celui qui est venu par les armes et je crois que ça c'est contraire à la démocratie, ça c'est ma première remarque. Maintenant quand je prends les résultats obtenus, ça, je suis déçu. D'abord lorsqu'on dit que les partis politiques de l'opposition ont 17% de confiance de la part de la population dans une transition où il n'y a ni parti au pouvoir ni partis de l'opposition ça c'est la première déception et la seconde c'est le pourcentage... Dans un pays où les Guinéens participent à environ 80% au vote, on dit les gens n'ont pas confiance aux

partis. Quand on sait qu'au Nigeria l'élection qui vient de passer tout de suite là, celui qui est passé sur 93 millions inscrits il n'a même pas eu 9 millions de voix. Quand on fait le calcul, c'est autour de 9% des suffrages exprimés quand vous prenez tout le pays. Comment maintenant expliquer que 80% des Guinéens inscrits vont voter pour les partis politiques et qu'ils n'ont pas confiance à ces partis politiques, ça c'est une déception. Vous savez quand les faits et les dits se contredisent on prend les faits, et ça aussi c'est une autre déception », a indiqué Makanera Kaké.

Kéfina Diakité

L'Aigle Infos

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2
Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de
Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité

Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef Secrétaire Général de la Rédaction

Ali Badara Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammuël M'Bemba, Samory Kéita,
Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou
Barry, Mohamed Lamine Camara

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Mohamed Lamine Camara
654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition
et de Communication)

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

OPINION

La Troïka made in Guinea !

FNDC/politique, Anad, Rpg/AEC ont tapé poteau en voulant organiser une marche le 09 mars à Conakry. L'histoire tend à se redessiner avec le même crayon et dans le même schéma. La seule différence cette fois-ci c'est qu'elle est tripolaire c'est ce que j'appelle la Troïka made in Guinea.

L'ancien président Alpha Condé âgé de 85 ans est à la manœuvre pour la réussite de cette aventure à risque.

Dans cette nébuleuse coalition aux motifs artificiels, je vois déjà la suite presque similaire à celle de David contre Goliath: Je te tue avant que tu me tues dans épisode de la Bible (Samuel 17, 1-58), cité également dans le Coran (sourate 2, verset 251)

1) Le formalisme de leurs alliances se résume qu'à la pure sorcellerie pour créer une atmosphère de nuisance à la transition afin d'ouvrir la vanne à d'éventuel gouvernement dit d'union nationale de transition et le maintien de leurs influences sur la gestion des communes, des quartiers et d'autres secteurs clés de l'administration territoriale mais malheureusement au-dessus d'eux il y a l'épée de Damoclès appelée CRIEF qui plane dans l'espace géographique de la Guinée. Bref la troïka en sait mieux que quiconque et préfère rester dans sa zone de confort même si elle joue son va-tout en projetant une marche comme celle du 09 Mars.

2) Le Rpg-AEC, l'Ufdg et l'UFR cherchent à induire la transition en erreur afin d'obtenir un résultat similaire au massacre du 28 septembre sachant que la dite marche est dorénavant qualifiée de non évènement par 99 % des Guinéens.

Alpha Condé se réclame toujours président sans cortège et rêve de regagner Conakry pour reprendre son fauteuil à 85 ans. Gagagaga, quand on s'ennuie on dort c'est beaucoup mieux que de jouer avec l'esprit de quatorze millions de Guinéens.

Au regard du désastre financier, de l'impunité dans l'enrichissement illicite dont la Guinée a été victime sous son mandat, je ne crois pas qu'il ait conscience que son existence est réduite en prisonnier ambulante dans l'attente d'un procès.

La Guinée entière a pris acte des insuffisances des deux mandats Alphahistes.

Nous sommes un peuple résigné et endurant, svp arrêtez de nous prendre pour vos sujets maniables à volonté.

À cause d'eux, j'irai avec



un drapeau guinéen le jour du dernier jugement, à mon arrivée Dieu saura de quel pays je viens et ce que j'ai subi sans même me demander.

La bonne nouvelle est que la Guinée a pris son envol dès l'aube de 2022 et ça continue bel et bien.

L'élan patriotique du Colonel Mamadi Doumbouya pour des actions d'utilité publique reste et demeure sa carte de visite. La récente pose de la première pierre d'une cité administrative sur les hauteurs de Koloma est le comble et le clou des œuvres en cascade après 64 ans d'indépendance et de grands discours creux sans effets. Silence, ici on travaille, allez-y vociférer ailleurs, le CNRD n'est pas un parti politique c'est plutôt un moteur à propulsion basé sur les 3 lois de Newton sur le mouvement.

Je peux parier qu'aucun gouvernement civil dans le monde ne peut réussir ce que la transition guinéenne a réussi en un an.

1): Est-ce cela qui dérange l'opposition?

2): Pourquoi ils laissent leur bourreau qu'est Alpha Condé pour s'acharner sur le colonel Mamadi Doumbouya?

3): Pourquoi la troïka ne s'active pas pour traduire Alpha Condé devant les tribunaux?

La solidarité émotionnelle entre le RPG-AEC, l'UFR et l'UFDG finira par durcir la position du pouvoir en place et c'est tant mieux.

Attention au flagrant délit d'injustice vis-à-vis du Patron des forces spéciales.

La Guinée a déjà eu la

transition la plus longue au monde sous Lansana Conté (9 ans) à cause des agissements de l'opposition à l'époque. Si l'histoire de la Guinée échappe à la Troïka, l'opposition et les forces vives n'auront que des yeux pour pleurer.

LA CEDEAO

Je me perds dans mes propres analyses chaque fois que j'évoque le nom de cette organisation sous-régionale devenue obsolète dans la forme et le fond. J'en viens aux faits.

Au moment où des centaines de Tunisiens prennent

d'assaut l'avenue Habib Bourguiba de Tunis pour dénoncer le fascisme et le populisme irréfléchi du président Kaïs Saïed par rapport à la souffrance des migrants frappés, humiliés et lynchés par la négrophobie; au même moment j'apprends avec tristesse qu'un certain Umaru Mokhtar Sissoco Embaló président de l'espace CEDEAO a fait une déclaration pour dire que la Tunisie reste et restera une terre d'accueil pour les immigrés alors que les ressortissants de la Cedeao qu'il préside sont entassés et ligotés comme des fagots de bois.

Aidez-moi à trouver une réponse à ma question, Mr Umbalò fume quoi?

À sa place j'aurais convoqué un sommet extraordinaire pour rappeler le président tunisien à l'ordre avec menace de suspension des relations diplomatiques avec la Tunisie.

L'autorité, on se la crée, ce n'est pas uniquement l'interdiction des autorités de la transition de voyager qui lui donnera de la contenance à lui Umbalò.

Il y a le Jihadisme au Sahel, la négrophobie en Algérie, Tunisie et Égypte, les suspicions du troisième mandat qui plane sur les États de la Cedeao. Je pense qu'il serait beaucoup mieux de prendre ces inquiétudes là à bras-le-corps afin d'anticiper l'irréparable.

La secrétaire de Umbalò a omis d'inscrire mon nom sur la liste des Guinéens interdits de voyager pourtant le Président Mamadi Doumbouya est ma deuxième religion.

J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école.

Thomas Morgan Mamy
Observateur de société
Tél 629 89 27 58

CONTRÔLE DES PRIX SUR LE MARCHÉ Des agents recrutés et outillés par le ministère du Commerce

Après la signature d'un protocole tripartite avec la douane et la chambre de commerce sur la conformité des prix des denrées de première nécessité sur les marchés du pays, le ministère du Commerce a recruté sur concours 25 agents qu'il a outillés le mercredi 1^{er} mars 2023 pour le contrôle des prix des denrées de première nécessité sur le marché. « Conformément à la lettre de mission 2022- 2023, qui nous a été assignée par le Premier ministre Chef du Gouvernement, il a été demandé au ministère du commerce de créer le corps des agents assermentés en vue de veiller à la stabilité des prix sur le marché et sur toute l'étendue du territoire national.

Je viens donc de donner mandat à ces agents assermentés, composés d'inspecteurs, de contrôleurs et d'agents de constatation, cela après plusieurs séances de travail. On a d'abord créé le corps, après l'appel à candidature. Ce corps a été formé, un arrêté les a nommés et nous avons adressé un courrier au président du tribunal de première instance de Kaloum, comme leur nom indique, afin qu'ils puissent prêter serment. Et comme nous sommes dans l'urgence de contrôle des prix, étant donné que le Gouvernement a déjà fourni assez d'effort en renonçant à une partie des redevances et en subventionnant l'importation des principaux

produits rentrant dans la première nécessité, notamment le riz, le sucre, le lait et autres, il est alors de notre devoir en tant que ministère du commerce, de veiller à ce que les prix convenus avec les différents acteurs, que sont la chambre de commerce, la direction générale des douanes et nous-mêmes, soient respectés afin que le panier de la ménagère soit acceptable et que les consommateurs aient accès à ces produits», a expliqué Loupou Lamah, la ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises.

Mamadou Saïdou

INTERVIEW

ANGE GABRIEL HABA, S/E DU CNOSC-G

« On ne peut pas parler de Forces vives sans nous »

En prélude à la manifestation projetée par les Forces Vives de Guinée, le 09 mars prochain, l'opinion nationale et internationale reste divisée. Si certains partagent les revendications exprimées par ces acteurs, d'autres les trouvent inopportunes. C'est le cas d'Ange Gabriel Haba, secrétaire exécutif du Conseil National des Organisations de la Société Civile de Guinée (CNOSC-G). Cet activiste l'a fait savoir à travers un entretien accordé à votre hebdomadaire.



L'Aigleinfos : Les Forces Vives de Guinée appellent à une manifestation le 09 mars 2023 dans le grand Conakry. Cet appel intervient après la manifestation du 16 février dernier. Comment réagissez-vous à cette situation ?

Ange Gabriel Haba : Nous faitières de la société civile, nous pensons que notre pays a tout à gagner en privilégier le dialogue. Notre pays a tout à gagner en faisant en sorte que les pratiques qui ont endeuillé le peuple de Guinée et qui ont fait en sorte que notre développement n'a pas pu être véritablement amorcé, de les

mettre de côté. Alors, nous ne pouvons pas nous associer à une marche étant donné que nous sommes partie prenante au cadre de dialogue inter-guinéen au sein duquel nous avons proposé une trêve de manifestation sociopolitique pour ces vingt-quatre mois en vue de permettre le déroulement correct du chronogramme de la transition. De l'autre côté, quand on parle de Forces Vives c'est une utilisation erronée du mot « Forces Vives ». On ne peut pas parler de Forces Vives en Guinée sans la société civile guinéenne, sans les syndicalistes parce que les Forces Vives ont vu jour au sein du mouvement social

guinéen. Donc, on ne peut pas parler de Forces Vives sans nous. C'est une utilisation galvaudée du mot forces vives, nous ne les reconnaissons pas.

L'Aigleinfos : La dernière manifestation appelée par le FNDC a enregistré trois morts, des dizaines de blessés et des cas d'arrestations. Est-ce que vous allez mener une démarche vers ces acteurs sociopolitiques réunis au sein des FVG même si vous ne les reconnaissez pas afin de les amener à surseoir à leur mot d'ordre ?

Ange Gabriel Haba : Nous regrettons le fait qu'il y ait eu encore des cas de morts, et quand vous regardez, ce ne sont que des enfants ; des enfants des innocents. Pourtant la plupart de ceux qui appellent à la manifestation ont les siens en Europe, à l'extérieur du pays mais ce sont ceux des pauvres qui payent le prix. Je pense que nous en tant que société civile, nous allons mener toutes les démarches pour les ramener à de meilleurs sentiments. En tout cas, ceux qui veulent la paix pour éviter que notre pays bascule dans l'instabilité. Il faut noter une chose, nous sommes dans la transition ; et une transition est une transformation ; remettre les pendules à l'heure et faire en sorte que ce qui n'a pas

marché puisse être résolu. Il ne faut pas qu'on adopte les mêmes pratiques.

L'Aigleinfos : Dans leurs revendications, ces FVG demandent la libération des acteurs sociopolitiques, l'arrêt des poursuites judiciaires, un dialogue présidé par la CEDEAO, entre autres... Est-ce que vous comprenez ces conditions ?

Ange Gabriel Haba : D'abord, je n'ai rien contre leurs revendications mais quand vous regardez, il n'y a une marginalisation des autres entités politiques parce quand ils pensent qu'ils sont plus Guinéens que les autres, c'est une marginalisation. Donc c'est un faux pas déjà dans la démarche. Et l'autre c'est quoi ? La CEDEAO fait partie des acteurs qui ont pris part au dialogue inclusif inter-guinéen. Yayi Boni même en tant que délégué de l'institution sous-régionale était là. Mais qu'est-ce que nous voulons de plus ? Si on n'a pas d'agenda caché, on ne doit pas se gêner de discuter avec les Guinéens. S'il y a d'autres considérations qui font qu'on ne peut pas parler entre Guinéens, je suis désolé.

L'Aigleinfos : Suite à cet appel à manifester, le Premier ministre a tendu la main à ces acteurs mais malheureusement elle a été boudée par ces Forces

Vives avant de poser des conditions. Est-ce que d'ores et déjà on peut penser au pire ?

Ange Gabriel Haba : Le rejet de la main tendue du PM Chef du Gouvernement est une grave erreur pour ceux qui l'ont fait parce que c'est une largesse de la part de l'autorité. Donc rejeter une telle main, cela voudrait dire que ceux qui sont en face ont peut-être un problème d'égo, un problème d'intérêts que les autres Guinéens ne veulent pas comprendre. La première et la seconde guerre mondiale ce sont terminées autour de la table. Ils n'ont pas de revendications extraordinaires qui ne peuvent pas être débattues. Pourquoi attendre qu'on aille au pire, pourquoi attendre que des Guinéens meurent ? Dites-moi, quelle est la justice qui peut établir une vie humaine ? Je suis désolé que des gens orchestrent des manifestations et quand il y a des morts on se limite justement à demander justice comme si ceux qui perdent leurs enfants ça ne leur fait rien. Préservons la vie de ces enfants.

L'Aigleinfos : Merci Monsieur le Secrétaire Exécutif du CNOSC-G !

Ange Gabriel Haba : C'est moi qui vous remercie.

Entretien réalisé par Samuel Demba D.

DR DANSA KOUROUMA À PROPOS DE LA GESTION DU CNRD

« La justice et la bonne gouvernance sont revenues! »

Depuis Bamako, la capitale malienne, Dr Dansa Kourouma, le président du CNT, a accordé une interview à Mediaguinee, dans laquelle il se dit fier de la gestion de la Guinée par le CNRD, tout en mettant en relief les différents chantiers en cours de réalisation.

« Écoutez, nous nous sommes mis au travail dès la prise du pouvoir par le CNRD. Un gouvernement a pris les choses en main, un organe de transitoire législatif représentant toutes les

composantes des forces vives de la nation a été mis en place. Et toutes les lois, engagements internationaux qui ne sont pas en contradiction avec la charte de la transition produisent leur

effet. Nous sommes dans une continuité juridique extrêmement importante sur fond de refondation et de rectification institutionnelle. Le pays est en chantier, nous n'avons pas besoin de vous le

dire. Les routes qui ont été planifiées depuis l'indépendance, qui n'ont été réalisées par aucun régime, sont en cours de réalisation. Les préfectures qui n'ont pas connu un kilomètre de goudron depuis l'indépendance, sont en train d'être bitumées. Les routes reliant les préfectures, qui étaient considérées comme un calvaire pour le pays sont en train d'être bitumées. Trois 3 échangeurs en une année sont sortis de terre, dont les contrats ont été signés depuis plusieurs années. Ce qui est important, la justice et la bonne gouvernance sont revenues! Mais la chose qui me semble être la plus importante dans notre pays, c'est que notre économie est mieux gérée ! Les derniers rapports de la Banque mondiale et du Fonds

monétaire international prouvent à suffisance que la Guinée n'a jamais une économie aussi bien gérée qu'aujourd'hui. Notre administration qui était presque désarticulée est aujourd'hui articulée autour d'une vision de refondation et rectification dont l'impact est en train d'être perçu par le peuple. Alors tant que nous sommes en phase avec l'aspiration de nos peuples, nous n'écouterons pas les jérémiades de ceux qui sont dans le passé. Nous travaillons pour notre peuple, et nous essayons d'être en phase avec notre peuple. Nous essayons de répondre aux attentes de notre peuple. C'est ça la différence », a confié à Mediaguinee Dr Dansa Kourouma.

Mamadou Saïdou

GUINÉE

La cote de popularité du président de la transition en baisse (sondage)

Stat View International a publié le vendredi 03 mars 2023 à Conakry, les résultats d'une enquête qu'elle a menée du 1^{er} au 16 août de l'année 2022. Cette enquête a touché un échantillon de 1.200 Guinéens, toutes ethnies confondues sur l'ensemble du territoire national par quarante quatre (44) enquêteurs. Elle présente une cote de popularité au-dessous de la moyenne pour le chef de l'Etat et les institutions nationales, tandis que les religieux, eux, s'en sortent plutôt bien dans cette enquête.

Ce sondage annuel permet d'évaluer le niveau de perception des populations envers leurs gouvernants, les services publics et entités sociales et politiques. C'est un travail fait en commun accord avec Afrobaromètre, qui est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie.

D'après les résultats présentés à la presse, la grande majorité, 68% des Guinéens se disent attachés à leur identité nationale plutôt qu'à leur appartenance ethnique. Au sujet des liens et considération des concitoyens, la plupart des répondants dont 92% ressentent des liens forts avec les autres Guinéens et disent d'ailleurs que les autres Guinéens les considèrent comme Guinéens tout comme eux.

En plus, la majorité des Guinéens, soit neuf Guinéens sur dix, ne trouvent aucun inconvénient qu'un membre de leur



famille épouse une personne d'un autre groupe ethnique.

La majorité des répondants, soit 84%, aimeraient avoir comme voisin les gens d'une ethnie différente comme 82% les immigrants et travailleurs étrangers, les supporteurs d'autres partis politiques et les gens d'une autre religion. Mais 87% des personnes interrogées rejettent le voisinage des homosexuels.

Dans le contexte actuel, marqué par des troubles politiques et sociaux, notamment les manifestations appelées par

le Front National pour la Défense de la Constitution, les données Afrobaromètre s'invitent dans le débat sur les questions d'identité nationale en apportant un éclairage basé sur l'opinion des citoyens.

En ce qui concerne la perception de ces citoyens par rapport aux autorités de la transition, une frange partie est sceptique. Moins d'un Guinéen sur deux, fait confiance aux forces de défense et de sécurité et au Président de la République dont la cote de popularité est à 46% chez les citoyens, selon ce sondage présenté

par Aliou Barry, Directeur général de Stat View. Cela s'explique par la méfiance qui s'est installée entre le président CNRD et des acteurs sociopolitiques dont les prises de positions ne plaisent pas à la junte. A cela, s'ajoutent aussi surtout les cas de répression enregistrés dans les journées de manifestations ayant conduit à des morts.

Au niveau du Conseil National de la Transition (CNT), la cote de popularité de cet organe législatif est très en baisse. Seulement 30% des Guinéens croient

à cette institution. Elle pourrait si bien redorer son image si elle réalise les chantiers sur lesquels elle est attendue par la majorité.

Si les institutions républicaines sont moins crédibles aux yeux de nombreux Guinéens, les leaders religieux et les chefs coutumiers occupent une place importante dans l'opinion. A en croire le sondage effectué, plus de 80% des Guinéens font plus confiance à ces responsables religieux que les dirigeants et les tribunaux.

Au niveau des formations politiques, le sondage réalisé par Stat View montre que seulement 11% des Guinéens croient en ces partis.

L'accès aux soins médicaux et aux services publics présente plus de difficultés puisque certains citoyens interrogés se plaignent de l'absentéisme des médecins titulaires dans les structures sanitaires, et d'autres dénoncent les favoritismes (les pots-de-vin) pour l'obtention des documents administratifs.

Samuel Demba. D

JUSTICE

Le TPI de Mafanco renvoie l'affaire M'mah Sylla au 17 mars

Le vendredi 03 mars, il devrait y avoir les réquisitions et plaidoiries dans l'affaire M'mah Sylla étaient devant le tribunal criminel de Mafanco. Mais à cause de l'absence de la partie civile, le ministère public a demandé le renvoi de l'affaire. Un renvoi qui n'est pas du goût de la défense.

« Je m'oppose fermement au renvoi de cette audience au nom de la présomption d'innocence, au nom de la liberté et de l'égalité devant la justice. Cette absence après plusieurs débats et éclaircissements l'absence de la partie civile ne devrait en aucun cas être un frein conduisant au renvoi de

cette affaire » a fait savoir Me Pépé Kolié, avocat de Daniel Lamah, un des accusés. La défense de Dr Sebory Cissé a sollicité une liberté provisoire pour son client, assortie d'un contrôle judiciaire. « Mon client a longtemps été détenu injustement en prison. Alors même s'il faut

renvoyer ce procès même si c'est pour 1h, que mon client bénéficie d'une liberté provisoire de ce même délai », a-t-il sollicité. Pour sa part, Me Santiba Kouyaté estime que la partie civile mérite une autre chance de plaider leur cause après des mois. Ce qui permettra à Me

Halimatou Camara, l'avocate attitrée de la partie civile dans cette affaire M'mah Sylla de défendre convenablement sa cliente. Le ministère public par la voix de Kanfori Camara, s'est opposé à la demande de liberté provisoire demandée pour Dr Sébory Cissé.

Après le rejet de la demande de mise en liberté des accusés, le président du tribunal, Souleymane 1 Traoré, a renvoyé l'affaire au 17 mars 2023. Attendons de voir.

Mamadou Saïdou

MEURTRE DE LA PREMIÈRE VICTIME SOUS LE CNRD

La comparution de la partie civile devant le TPI de Dixinn

Le procès de l'adjudant-chef Moriba Camara, en service à la Brigade anti-criminelle (BAC n°1) d'Hamdallaye, présumé auteur du meurtre de Thierno Mamadou Diallo, tué le 22 juin à Hamdallaye en marge de la manifestation contre la hausse du prix du carburant à la pompe par la junte, s'est poursuivi le lundi 27 février 2023 au Tribunal Criminel de Dixinn. Au cours de la troisième audience, c'est le frère aîné de la victime qui s'est présenté devant le tribunal pour donner sa version des faits.



Issiagha Diallo, grand-frère de Thierno Mamadou Diallo, première victime du CNRD, tombée sous les balles dans la soirée du 22 juin 2022, en marge d'une protestation contre l'augmentation du litre du carburant, a comparu pour la première fois devant le TPI de Dixinn.

À la barre, il déclare que c'est l'appel d'un inconnu qui l'a informé de ce qui est arrivé à son jeune frère le jour de ces événements. Mais à cause de

la tension qui prévalait sur l'axe, il n'a pas pu se rendre à l'endroit où ce dernier aurait reçu la balle. Mais son contact lui aurait dit que ce sont des agents de la BAC n°1 d'Hamdallaye qui auraient effectué des tirs à l'endroit indiqué.

Thierno Mamadou était un futur cadre et l'espoir de toute une famille. Candidat au BEPC session (2022-2023), ce jeune élève n'affrontera pas son examen, déplore son parent.

Visiblement remonté contre le

préssumé assassin de son jeune frère, Issiagha Diallo a mis la justice guinéenne à l'épreuve. Il demande au tribunal de condamner conformément à la loi, le coupable de ce meurtre.

La défense de Moriba Camara, présumé auteur de ce meurtre, compatit à la douleur d'Issiagha mais continue d'innocenter son client. Elle reste d'ailleurs sur sa faim suite au passage de ce premier témoin.

« Vous avez suivi avec moi,

le passage du grand-frère de la victime. Son interrogatoire à la barre de ce tribunal n'était émaillé que d'incohérences mais nous comprenons cela parce qu'il n'était pas sur la scène du crime. Il n'a parlé que de ce qu'il a reçu comme renseignements par rapport à cette affaire. Et ici, il faut savoir que, pour que le tribunal entre en condamnation, il faut que les épreuves ou les éléments matériels soient débattus de façon contradictoire pour asseoir la conviction du juge pénal. Donc nous de la défense, nous sommes restés sur notre faim parce que ce n'est pas quelqu'un qui est venu pour éclairer le tribunal. Il demande que justice soit rendue, ce qui est tout à fait normal. Mais vous avez constaté quand je lui ai posé la question de savoir est-ce qu'il souhaiterait qu'un innocent soit condamné à la place d'un coupable ? La réponse vous la connaissez. Nous nous restons sereins », s'est défendu Me Abdourahmane Dabo.

Les avocats de la partie civile partagent la douleur et l'état d'âme du frère de Thierno Mamadou. Ils pensent qu'à ce niveau de la procédure,

plusieurs éléments de preuves existent déjà pour établir la culpabilité de l'adjudant-chef Moriba Camara.

« Nous, depuis le début, nous ne demandons pas à ce qu'un innocent soit condamné. Et au-delà, au moment où la victime est tombée, il n'y avait qu'un seul pick-up. Parmi les cinq agents qui étaient à bord, seulement l'adjudant-chef Moriba Camara qui a tiré. Donc il n'y a même pas d'équivoque. Nous nous battons pour la démocratie et la consolidation de l'Etat de droit dans notre pays. Nous ne pouvons pas nous permettre quelles que soient les circonstances, de nous mettre du mauvais côté de l'histoire en demandant qu'un innocent soit condamné. S'il y a un doute quelconque, ça doit profiter à la défense, c'est une question de principe. Mais lorsqu'il y a suffisamment d'éléments de preuve, il faudrait que la personne concernée soit condamnée afin d'éviter que désormais de telles choses arrivent à l'avenir », a souhaité Me Thierno Souleymane Baldé.

L'audience est renvoyée au 13 mars 2023 pour les réquisitions et plaidoiries.

Samuel Demba D.

MARCHE DU 9 MARS DANS LE GRAND CONAKRY

Cellou Dalein Diallo sonne la mobilisation depuis Luanda

Le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, lors d'un meeting organisé le dimanche 5 mars 2023, dans un complexe sportif de Luanda (Angola), s'est exprimé sur des sujets brûlants de l'heure, sous la transition conduite par le colonel Mamadi Doumbouya.

A propos du dialogue inter-guinéen, qui continue de faire couler beaucoup d'eau et de salive, le chef de file de l'UFDG dira ceci : « Nous avons demandé au CNRD d'organiser un dialogue sous la Présidence de la CEDEAO... Tous les dialogues qui ont eu lieu en Guinée depuis 2013, il y avait la présence de nos partenaires techniques et financiers, représentés par l'Ambassadeur des États-Unis, l'Ambassadeur de France, l'ambassadeur de l'Union européenne et l'Ambassadeur de la CEDEAO. On a demandé que le dialogue s'ouvre sous la Présidence de la CEDEAO et on confronte nos idées, il ne s'agit pas d'aller au vote, il

s'agit de savoir ce qui est bon pour la Guinée, quelles sont les bonnes pratiques qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays, ce que les lois disent ? Mais ils n'ont pas voulu ça et c'est pourquoi nous sommes en train de demander à la junte d'ouvrir ce dialogue, pour que nous définissions par consensus quelles sont les conditions dans lesquelles organiser le retour à l'ordre constitutionnel ».

Parlant des relations entre les coalitions qui s'opposent au CNRD, le Cellou Dalein Diallo a dit ceci : « Nous n'avons pas de convergence sur tous les points de vue, le RPG Arc-en-ciel, le FNDC Politique, l'ANAD, le Forum des Forces Politiques (FFP). Nous

n'avons pas de convergence partout. Nous sommes des adversaires politiques pour certains mais nous sommes d'accord sur 3 choses: nous sommes d'accord que le dialogue soit ouvert sous la Présidence de la CEDEAO, pour définir les conditions de retour à l'ordre constitutionnel; nous sommes d'accord pour qu'on arrête le harcèlement judiciaire contre les leaders politiques et les acteurs des organisations de la société civile; nous sommes d'accord sur la levée de la suspension des manifestations pacifiques, qui constituent une liberté fondamentale. Donc nous sommes d'accord sur un certain nombre de revendications, on est des

adversaires. Le RPG c'est un adversaire de l'UFDG dans les élections mais en attendant on se bat ensemble pour obtenir des élections »

L'ancien Premier ministre de Lansana Kouyaté a par ailleurs invité les Guinéens à participer à la marche projetée le 09 mars prochain par le Forum des Forces Vives de Guinée en ces termes. « Nous invitons tous les Guinéens qui nous suivent à se mobiliser pour participer activement, dans la discipline et en dehors de toutes violences à cette manifestation pacifique pour exiger la satisfaction de nos revendications... Il faut que vous soyez prêts, il est hors de question que vous acceptiez l'exclusion de votre

candidat ou la fraude électorale lorsque le peuple nous choisit. Cette fois, on ne reculera pas, il faut que vous vous mobilisiez pour l'instauration de la démocratie en Guinée, de la vérité des urnes », a déclaré Cellou Dalein Diallo depuis Luanda, la capitale angolaise.

Kéfina Diakité

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »

Dan Millman

MANIFESTATION À L'APPEL DES FORCES VIVES

Le ministre Charles Wright rappelle que l'autorité de l'État se fera sentir

Le samedi 4 mars, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Alphonse Charles Wright, est rentré d'une mission qui l'a conduit aux États-Unis et en Europe où il a participé à de grandes rencontres internationales et a eu des échanges fructueux avec des personnalités de haut rang.



A sa descente d'avion à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré de Conakry, comme beaucoup s'y attendaient, le Garde des Sceaux a aussitôt envoyé un message on ne peut plus clair aux organisateurs de la marche dite pacifique programmée pour le 09 mars prochain dans le grand Conakry. Et les organisateurs de cette autre manifestation ne sont autres les Forces vives de Guinée reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo, de l'UFR de Sidya Touré et du FNDC dissous officiellement par le ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation. « Je tiens donc à vous dire que vous êtes tous conviés le 09 mars au département de la Justice, pour une déclaration extrêmement importante à faire à l'intention du peuple de Guinée. Vous avez entendu des annonces de

par ici par là, par rapport à une éventuelle marche à partir du 09. Le département de la justice déterminera sa position ce jour. Mais ce qui est encore important, même si vous ne touchez pas, moi je regarde les choses dans leurs contextes. Un papier volant n'a pas besoin de réponse. Force restera à la loi et l'autorité de l'État se fera sentir», a prévenu le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Alphonse Charles Wright. Reste à savoir maintenant si ces menaces à peine voilées de l'ancien procureur général près la cour d'appel de Conakry suffiront à dissuader les Forces vives de Guinée. Lors d'un meeting géant organisé le dimanche 5 mars dans un complexe sportif de Luanda, en Angola, le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a invité tous les Guinéens à prendre part à la marche du jeudi 09 mars.

Kéfina Diakité

ASSAINISSEMENT

Le maire de Ratoma salue l'adhésion des citoyens de sa commune

La Journée d'Assainissement a eu lieu le samedi 04 mars à Conakry. A Ratoma, le maire de commune a fait le tour des zones ciblées pour constater l'effectivité de la mobilisation.



Dans le programme établi, c'est le Premier ministre qui était annoncé pour lancer les opérations à la T6. Contre toute attente, Dr Bernard

quartier Fossidè, la mobilisation était aussi effective. N'fah Sory Bangoura et son équipe étaient fortement rassemblés sur les

et même dans les mosquées pour ne pas qu'ils continuent à salir », s'est insurgé ce responsable.

Alpha Mamadou Diallo, chef service communal d'Assainissement et la gestion des déchets de Ratoma, représente l'Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique. Avec son équipe, ils ont mis des moyens logistiques à la disposition des populations pour leur faciliter le transport des déchets. « Au niveau de Ratoma, il y a deux actions. Il y a non seulement l'enlèvement des points noirs mais aussi l'assainissement qu'on est en train de faire. En ce qui concerne les points noirs, deux points ont été identifiés. Un à Yembéya et l'autre c'est à Sonfonia Centre



Goumou s'est plutôt rendu sur les îles pour rendre cette journée effective de ce côté. Mais cela n'a pas empêché la première autorité de Ratoma de faire sa supervision.

Accompagné de son équipe, Alpha Oumar Sacko a commencé son constat de Hamdallaye à la T6 Yattaya en passant par Cosa. Dans ces endroits, des citoyens dont la plupart sont des femmes se sont fortement mobilisés pour dégager les points noirs de leurs quartiers. Habillée en gilet jaune, et munie des pelles et balais, Mme Diallo Safiatou, présidente d'une association de Yattayah a déclaré ceci : « Nous sommes venues mobiliser les gens de sortir, on les a sensibilisés pour l'assainissement du quartier. J'espère que le message est compris, et nous devons continuer de le faire s'il plaît à Dieu ».

Du côté des responsables du

lieux pour donner un coup de balai à leur localité. « Comme vous remarquez, les citoyens sont massivement sortis pour assainir notre quartier. Et c'est ce qui nous reconforte. Nous ne sommes pas les seuls sur ce terrain, il y a aussi des hauts cadres. Comme on peut le constater, il y a tout un engouement autour de cette journée », s'est-il exprimé. Cependant, N'fah Sory Bangoura dénonce le manque de civisme de certains citoyens : « On n'a demandé aux citoyens de s'abonner aux PME. Nettoyez c'est bon mais ne pas salir est mieux. Ce message, nous passons chaque fois dans les mosquées pour qu'ils comprennent. Mais très malheureusement ceux qui déversent les ordures dans les caniveaux, ils le font nuitamment. On ne peut pas les canaliser mais nous continuons à les sensibiliser au niveau des secteurs, carrés

2 où on a mobilisé cinq camions et une machine dans chacun de ces lieux pour faire le ramassage des ordures. Mais le plus important, c'est d'amener les citoyens à s'abonner aux PME », a-t-il dit.

Après avoir fait le tour des différents points ciblés de sa juridiction, le maire de la commune de Ratoma s'est dit satisfait de la mobilisation de ses citoyens. « Les citoyens ont accepté de sortir et suivre les instructions du CNRD. Ceux de Ratoma en général ont compris que la question de l'hygiène et la salubrité est un problème de tous. Et qu'ils sont prêts à rendre propres leurs localités. Allons continuer la sensibilisation, et elle doit être permanente. Que chacun évite de salir. Quand on mange une banane, évitez de jeter la peau de banane dans la rue, il y'a des bacs qui sont là pour ça », s'est réjoui Alpha Oumar Sacko.

Samuel Demba D.

DÉGUERPISSEMENT À KAPORO-RAILS

Les victimes prévoient une manifestation devant la présidence de la République

Les victimes de Kaporo-rails, Kipé 2 et Dimèse suivent de près l'évolution de la situation de Koloma 2 où elles ont été déguerpies par le régime déchu. Après la pose d'une première pierre pour la construction du siège de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, le 05 septembre 2022, date du premier anniversaire du CNRD, suivi de celle de la société de téléphonie Orange Guinée sur les mêmes lieux dont elles réclament la paternité, une troisième pose a été effectuée le lundi 27 février 2023 sous la présidence du chef du gouvernement.

Dn procédant à la pose de cette première pierre, le Premier ministre a déclaré qu'il s'agit d'une cité administrative moderne qui doit être bâtie sur une superficie de 7,9 hectares avec une durée d'exécution de 24 mois. Ce, pour permettre de désengorger le centre-ville de Kaloum. La maquette de cette cité prévoit 12 bâtiments R+7 pour 2500 bureaux, un auditorium, un pavillon héritage, deux parkings de 1250 places et une salle de théâtre à ciel ouvert. Sauf que le domaine dont il s'agit fait l'objet de litige devant le tribunal de première instance de Dixinn.

« Nous sommes très désagréablement surpris et sincèrement désolés que cet acte soit posé alors que les victimes continuent à se promener dans la nature sans que leur situation ne soit réglée. La procédure judiciaire actuellement en cours vise l'ancien ministre Ibrahima Kourouma et son secrétaire Mohamed Mama Camara. Là aussi, on a l'impression qu'il y a une main noire derrière ce dossier puisque le dernier est en fuite. Une procédure de la CEDEAO vise l'Etat guinéen. Même si la suspension a été



levée, nous n'avons pas voulu la relancer parce que nous pensons que nous pouvons trouver une solution en interne », a déploré Mamadou Samba Sow, porte-parole des victimes.

Au lieu d'agir ainsi, le colonel Mamadi Doumbouya devrait penser à réhabiliter les victimes comme il l'a fait pour la famille de feu Ahmed Sékou Touré, poursuit-il.

« Nous avons été l'un de ceux qui ont apporté leur soutien au colonel Mamadi Doumbouya et ses hommes au lendemain

du coup d'Etat. Ensuite nous leur avons demandé l'arrêt des travaux à Kaporo-rail, le démantèlement de la société Himad holding, l'arrestation d'Ibrahima Kourouma. Mais les trois actes que la junte a posés à Kaporo-rail ne sont pas de nature à apaiser les tensions ni à susciter de l'espoir au niveau des victimes. Nous pensons qu'on est en train de mettre la charrue avant les bœufs. Au lieu de faire tout ça, il serait primordial de régler ce problème qui concerne des milliers de Guinéens. Le

président Doumbouya a rétabli la famille de Sékou Touré dans ses droits, une seule famille ! Et nous nous sommes plus de 1200 familles. C'est en ce que nous demandons au Colonel, de ne pas faire du deux poids deux mesures mais de traiter tous les Guinéens sur le même pied d'égalité, cela permet d'éviter les erreurs du passé commises par ses prédécesseurs », a conseillé ce déguerpi.

Malgré des travaux entrepris çà et là sur ce domaine litigieux, le collectif des déguerpis de

Kaporo-rail n'est pas prêt à renoncer à cette terre dont il se réclame propriétaire. Il compte organiser une manifestation dont la date n'a pas été précisée pour protester contre ces actions sur ce terrain.

« Nous avons beaucoup subi pour le triomphe de la vérité. Il est hors de question de dire que nous allons baisser les bras dans un esprit fataliste pour dire que nous allons laisser pour nous à Dieu. Nous allons continuer à poser des actions sur le terrain. Nous invitons tous ceux qui sont bailleurs et autres à amener les autorités à redéfinir leur position et à privilégier l'indemnisation et le recasement avant toute autre action. C'est ce que nous avons comme arme pour l'instant. (...) Mais il n'est pas exclu de réclamer nos droits en allant manifester devant le Palais Mohammed 5 pour que le colonel Doumbouya, s'il n'est pas très informé par rapport à cette situation, puisse se rendre compte qu'il y a des Guinéens qui sont victimes d'injustice », a annoncé Mamadou Samba Sow.

Samuel Demba D.

DUBRÉKA

La grogne des travailleurs de Diamond Cement de Guinée

Les travailleurs de la société Diamond Cement Guinée, située à Kagbelen dans la commune urbaine de Dubreka ont manifesté le jeudi 2 mars, pour demander à leur direction l'amélioration de leurs conditions de travail. A cette occasion, une déclaration a été lue par Sekouba Kouyaté, au nom du bureau syndical.

« Les travailleurs sollicitent vivement l'ouverture des négociations annuelles franches, sincères et crédibles autour de leur plateforme revendicative référence N°008/DSDCGN-1/2022 du 1er novembre 2022. Après plusieurs rencontres non fructueuses notamment ici au sein de l'entreprise mais également à l'inspection générale du travail autour d'un protocole d'accord signé le 29 décembre 2021 entre le syndicat sortant et la Direction de Diamond Cement. Que reproche-t-on à ce protocole ? Vous retiendrez que la

délégation syndicale sortante n'avait pas été élue conformément aux articles 338.1; 331.1; 331.2 et suivants du code du travail guinéen. Donc vous conviendrez avec moi qu'une délégation syndicale doit être élue et non désignée ou nommée. Ceci démontre que le syndicat qui a signé cette convention susmentionnée était à la solde de la Direction car la plupart des résolutions ne sont qu'en sa faveur. Et selon nous, une convention qui n'a pas d'échéance n'est qu'une lettre de promesse. Cette incohérence a attiré notre

attention, raison pour laquelle nous allons donc prendre notre responsabilité, en continuant à inviter cette Direction au respect du code du travail. C'est ainsi nous nous sommes mis à pied d'œuvre dès notre élection le 22 juillet 2022 cherchant un cadre de dialogue avec nos collaborateurs mais en vain, c'est un refus catégorique du côté du management à ouvrir les négociations dans l'intérêt supérieur de la société », a relevé Sekouba Kouyaté dans la déclaration du bureau syndical.

Mamadou Saïdou



MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le président de la transition nomme plusieurs cadres

C'était à travers des décrets lus à la télévision nationale le vendredi 3 mars 2023, que le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé plusieurs hauts cadres au ministère des Transports.

Des nominations suivantes ont été faites au niveau du cabinet: **Conseiller principal** : Alexis Colle, précédemment directeur général adjoint du service national de l'ordonnateur du Fonds Européen de Développement (FED) de République de Guinée ; **Conseiller juridique** : Aissatou Barry, précédemment assistante juridique et administrative à l'Université de Rouen Normandie ; **Conseiller chargé de l'analyse économique** : Julien Dramou, précédemment consultant auditeur financier ; **Conseiller chargé des questions de transport terrestre et maritime** : Marie Mansour, précédemment conseillère chargée des transports aériens et de la météo ; **Conseiller chargé des questions aérien et de météo** : Sékou Oumar Thiam,



précédemment directeur des transports aériens à l'Autorité Guinéenne de l'Aviation Civile.

Il y a eu également des nominations au niveau des directions générales et nationales. Ce sont : Directeur général du

Bureau de Stratégie et de Développement : Dr Mama Karifa Camara, précédemment directeur général du Bureau de Stratégie et de Développement du Ministère des Infrastructures et des Transports ; **Directrice**

générale adjointe du Bureau de Stratégie et de Développement : Fatoumata Sayon Camara, cheffe de section chargée de la région administrative de Mamou, à la direction nationale du Plan ; **Directeur national des**

transports terrestres : Mamoudou Keita, précédemment directeur général adjoint de l'agence guinéenne de la sécurité routière (AGUISER) ; **Directrice nationale adjointe des transports terrestres** : Madina Diawara, précédemment cheffe de division suivi-évaluation et statistique au BSD du Ministère des Infrastructures et des Transports. Au niveau de l'Inspection, il y a eu deux nominations. N'Faly Diakité, précédemment juriste fiscaliste au cabinet d'audit d'assistance et conseil CAAC a été bombardé **au poste d'Inspecteur général**. Il a pour adjoint Mohamed Keita, précédemment assistant administratif du secrétaire général et responsable informatique du Ministère des Transports.

Kéfina Diakité

APPEL À MANIFESTER DES FORCES VIVES

Les faitières de la société civile se prononcent contre la démarche

Le mercredi 1er mars 2023, les faitières de la société civile guinéenne, les coalitions de femmes, de jeunes et les organisations syndicales se sont désolidarisées de l'appel à manifester lancé par le Forum des Forces Vives de Guinée dans le grand Conakry pour le jeudi 09 mars. C'était à travers une déclaration publiée dans la presse.



« Nous, faitières de la société civile guinéenne, coalitions de femmes, de jeunes et organisations syndicales, sommes préoccupés par les prises de positions radicales qui

caractérisent les récents développements de la situation sociopolitique de notre pays... Conscients des bilans macabres des crises sociopolitiques de ces deux

dernières décennies (janvier-février 2007, les événements du 28 septembre 2009, les crises pré et postélectorales de 2010, 2013 et 2015 et celle

liée au changement constitutionnel de 2020) et en tenant compte des discours récurrents du Président de la Transition, de ne pas confisquer le pouvoir ainsi que les efforts du Premier ministre, accompagné des trois facilitatrices, qui s'est rendu aux sièges des partis politiques et des organisations de la société civile dans le cadre de leur

participation au cadre de dialogue inclusif inter-guinéen, les faitières des organisations de la société civile disent qu'elles ne sont pas partie prenante au mot d'ordre de marche et de toute autre initiative qui va à l'encontre de l'intérêt général », a indiqué Gabriel Haba, secrétaire exécutif du CNOSCG.

Mamadou Saïdou

Le Diable vous fait craindre l'indigence et vous commande des actions honteuses; tandis qu'Allah vous promet pardon et faveur venant de Lui. [...]

SECTEUR GAZIER

Démarrage des travaux de construction d'un complexe à Forécariah

La localité de Konta, dans la préfecture de Forécariah a servi de cadre le vendredi 3 mars 2023, à la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction d'un complexe gazier. Une cérémonie présidée par le ministre secrétaire général de la Présidence de la République, le colonel Amara Camara, accompagné des ministres de l'Energie et l'Environnement.



« Le couvert végétal de la Guinée est largement agressé depuis les années 80, avec un rythme de régression des superficies forestières estimée à 35 000 hectares par an. La coupe de bois pour les besoins énergétiques nationaux, estimée à sept (7) millions de tonnes par an, constitue une des principales causes de surexploitation des ressources ligneuses autour de nos centres urbains. Parallèlement, les principaux facteurs qui ont longtemps freiné la vulgarisation, du gaz butane au sein de nos populations sont entre autres : l'absence de sensibilisation et d'instruction de la population cible; la non sécurisation de la chaîne d'approvisionnement jusque très récemment; un parc de bouteilles de gaz très faible ; des infrastructures de stockage inadaptées, bien que des progrès aient été enregistrés dans ce domaine ces derniers temps, avec les réalisations de la société Guinée Gaz dont nous saluons les efforts et l'absence de réglementation. Pour accélérer l'accès à cette

énergie de cuisson domestique moderne, plus respectueuse de l'environnement, le Fonds d'Appui à la Promotion des Gaz, sous l'autorité de Monsieur le Ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, a initié et conduit ce projet d'infrastructures gazières qui nous réunit ce jour. Les infrastructures gazières à venir seront bâties sur ce domaine de 20 hectares, propriété du FAPGAZ SA », a déclaré le Directeur général du Fonds d'Appui à la Production du Gaz (FAP Gaz), Kaman Sadjji Diallo.

Dans son intervention de circonstance, le ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, Aly Seydouba Soumah, a dit : « Cette cérémonie de pose de première pierre du futur complexe gazier de Konta qui nous réunit aujourd'hui est une phase de faisabilité opérationnelle de la fusion du développement de notre pays du colonel Mamadi Doumbouya, président de la transition. La vision de développement de la Guinée s'appuie sur les secteurs stratégiques représentant un fort potentiel dans l'amélioration des conditions de vie et une création durable des

richesses pour les populations guinéennes. Ainsi, face à la surexploitation des ressources forestières du fait de l'utilisation ultra-dominant du bois pour les besoins énergétiques de 92% des ménages, l'Etat guinéen a pris la décision stratégique de venir de généraliser l'usage du gaz butane conformément à ses engagements pris à la COPE 2021 »

Le ministre secrétaire général de la Présidence de la République, le colonel Amara Camara, a par la suite procédé au lancement officiel des travaux de construction du tout premier complexe gazier en Guinée. Parlant du président de la transition, il dira ceci : « Il est très pointu sur le délai. J'appelle l'attention du ministre que le rendez-vous sera pris dans dix mois ici pour la cérémonie d'inauguration par le président de la transition. Également, il me charge de dire aux autorités et promoteurs que la question de l'employabilité et du contenu local conformément à la loi du contenu local qui a été voté doivent être des priorités dans le projet du complexe gazier... »

Kéfina Diakité

PRIMATURE

Dr Bernard Goumou tend la main aux Forces vives de Guinée

A travers un communiqué publié dans la presse, le lundi 27 février 2023, le Premier ministre, Dr Bernard Goumou, a tendu la main au Forum des Forces vives de Guinée qui projette le jeudi 09 mars une marche dite pacifique dans le grand Conakry.



« Le Gouvernement a appris par voie de presse un communiqué signé du Forum des Forces Vives de Guinée (FFVG) appelant à une marche le 09 mars 2023.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement rappelle que le seul espace d'échange avec tous les acteurs politiques et de la Société civile sur la vie de la nation est le cadre de dialogue inclusif inter guinéen créé par Décret D/2022/0427/PRG/CNRD/SGG du 09 septembre 2022 et placé sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du gouvernement.

Toutefois, conformément à la politique de la main tendue du Président du CNRD, Président de la Transition, chef de l'État, Chef suprême des armées, le Premier ministre dans sa mission de rassembler les Guinéennes et Guinéens en vue de consolider la cohésion et l'unité nationale,

invite l'ensemble des acteurs sociopolitiques réunies au sein du Forum des Forces Vives de Guinée à une rencontre ce mardi 28 février 2023 à 13H 00 à la Primature.

Compte tenu de l'importance des sujets à débattre, la présence de tous les acteurs concernés est vivement souhaitée.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement dans un esprit d'ouverture, réaffirme la ferme volonté du Gouvernement d'œuvrer au maintien de la quiétude sociale dans le pays » peut-on lire dans le communiqué de la Primature. Mais cette main tendue du chef du gouvernement n'a pas été acceptée. Espérons que les esprits vont s'apaiser pour éviter à notre pays un saut périlleux dans l'inconnu. La Guinée a besoin en ce moment de cohésion et de paix pour réussir sa transition.

Kéfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

LIGUE GUINÉENNE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL

L'ancien bureau exécutif se plie à la décision du TAS

L'ancien président de la ligue guinéenne de football professionnel, le général à la retraite Mathurin Bangoura a animé le mardi 28 Février 2023, un point de presse pour répondre à la décision du TAS qui rejette la plainte de l'ancien bureau exécutif de la Ligue Guinéenne de Football professionnel, suite à sa révocation par le CONOR.

Mathurin Bangoura, dans son intervention de circonstance a déclaré que lui et son équipe prenaient acte de la décision du TAS. « Le 24 août 2022, le bureau exécutif de la LGFP a été révoqué par le CONOR. Le lendemain, on a passé un communiqué pour informer cet acte qui a été pris par le CONOR. Ce jour, j'avais dit qu'on avait pris acte de cette décision. J'avais promis que quelle que soit l'issue de la sentence du TAS, on allait se prononcer. On a reçu un document du TAS, qui nous a déboutés. On a perdu, ça fait partie de la vie. A cet effet, au nom du bureau élu qui a été révoqué, nous sommes là pour le football guinéen. Le football ne va

pas s'arrêter à cause de cette décision du TAS. C'est nous qui sommes les acteurs de ce football, on n'a rien contre personne, on se bat pour ce football. De façon officielle et responsable, nous acceptons cette décision du TAS », a-t-il indiqué. Il avait à ses côtés les présidents du Milo FC de Kankan, du Wakriya de Boké, de Soar Academy de Conakry et du secrétaire général du Horoya AC. Ces derniers jours, l'on constate que le ministre des Sports, Lansana Béa Diallo, est en train prendre des initiatives pour ramener la sérénité et l'entente au sein de la Fédération guinéenne de football.

Mamadou Saïdou

CADRE DE DIALOGUE PERMANENT

Les facilitatrices sollicitent la HAC pour la vulgarisation des résolutions

Les facilitatrices du cadre de dialogue sollicitent la Haute autorité de la Communication (HAC) pour la vulgarisation des résolutions. C'était au cours d'une rencontre dans les locaux de cette institution.

« Il était important de voir dans quelle mesure on pouvait collaborer avec l'institution, pour apaiser. Mais également pour que le contenu des résolutions à vulgariser, pour que ce contenu soit bien compris et que de la meilleure manière possible, contribue à apaiser et à rassurer. Nous avons été profondément touchés par l'accueil qui nous a été réservé par Monsieur le président et l'ensemble de son équipe. Nous avons fait le point de l'évolution des travaux au sein du cadre de dialogue et échangé sur la possibilité de collaboration pour accompagner justement, cette vulgarisation compte tenu du rôle très important des médias. Il est important en ce moment, d'apaiser et que des discours soient des discours qui rassurent les Guinéens, qui les rassemblent pour que l'on voie dans la même direction. Cela est possible, nous y croyons, même si

ce n'est pas toujours facile, mais ensemble nous sommes d'accord que nous allons travailler dans cette direction », a indiqué Dr Makalé Traoré.

En réponse, le président de la Haute autorité de la communication (HAC), Boubacar Yacine Diallo, a pris l'engagement d'accompagner les trois facilitatrices dans leur noble mission. « C'est avec honneur que nous avons reçu ces trois facilitatrices du Cadre de dialogue. Et nous avons pris l'engagement de les accompagner dans la vulgarisation des résolutions qui ont été adoptées et publiées. Nous leur avons dit également toute notre volonté à aider les médias à s'impliquer davantage dans l'accompagnement de ces facilitatrices dans leur tâche », a déclaré le président de la HAC, Boubacar Yacine Diallo.

Kèfina Diakité



MANO RIVER UNION UNION DU FLEUVE MANO

Siège de l'UFM
Freetown, Sierra Leone

8 mars 2023

Le secrétariat de l'Union du fleuve Mano est heureux de se joindre aux pays de la sous-région et du monde entier pour la célébration de la Journée internationale de la femme de cette année. En tant qu'entité qui reconnaît le rôle important que jouent les femmes dans tous les aspects de la société, nous pensons que le thème de cette année : « Digit ALL : L'innovation et la technologie pour l'égalité des sexes » résonne avec notre volonté d'améliorer l'accès à l'innovation et à la technologie pour fermer l'économie et la société. Disparités politiques entre les genres dans la sous-région.

Lors de sa prise de fonction, la secrétaire générale du secrétariat de l'Union du fleuve Mano, l'ambassadrice Maria G. Harrison, a souligné l'importance de l'innovation et de la technologie dans la prestation de services institutionnels efficaces. Issu d'une formation d'ingénieur, l'ambassadeur Harrison comprend cette exigence fondamentale et s'est engagé à utiliser les TIC comme catalyseur pour plus d'agilité, de transparence et de responsabilité au sein de l'UFM et pour promouvoir l'égalité des sexes.

Grâce à des projets tels que « Construire des écosystèmes d'affaires inclusifs pour la stabilisation et la transformation (BI-BEST) financés par la Banque africaine de développement, le Secrétariat de l'Union du fleuve Mano continue d'actualiser son objectif d'aider 1 500 femmes entrepreneurs transfrontalières au Libéria et en Sierra Leone à tirer parti opportunités et ressources techniques pour améliorer leurs activités.

La MRU continue de travailler avec divers partenaires pour développer et mettre en œuvre « une approche sensible au genre de l'innovation, de la technologie et de l'éducation numérique afin de sensibiliser les femmes et les filles à leurs droits et à leur engagement civique ». Nous sommes d'accord avec ONU Femmes sur le fait que « les progrès de la technologie numérique offrent d'immenses opportunités pour relever les défis humanitaires et de développement et pour atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 ».

Nous continuons à célébrer les femmes de toute la sous-région qui constituent notre effectif et qui contribuent chaque jour à promouvoir cette vision de l'intégration régionale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Secrétariat.

TUNISIE

300 personnes rapatriées par la Côte d'Ivoire et le Mali

Environ 300 Ivoiriens et Maliens ont commencé à être rapatriés samedi depuis la Tunisie pour échapper aux agressions et à l'hostilité dont ils sont victimes après un violent discours du président Kais Saïed contre les migrants subsahariens en situation irrégulière.



Le 21 février, M. Saïed a affirmé que la présence en Tunisie d'immigrés clandestins provenant de pays d'Afrique subsaharienne était source de « violence et de crimes » et relevait d'une « entreprise criminelle » visant à « changer la composition démographique » du pays.

Ce discours, condamné par des ONG comme « raciste et haineux », a provoqué un tollé en Tunisie où les Subsahariens font depuis état d'une recrudescence des agressions les visant et se sont précipités par dizaines à leurs ambassades pour être rapatriés.

Après un premier vol ramenant au pays une cinquantaine de Guinéens mercredi, la Côte d'Ivoire et le Mali évacuent 300 de leurs ressortissants par avion samedi.

« 145 personnes partent ce matin après avoir dormi dans des hôtels », a indiqué à l'AFP Jean Bedel Gnabli, président de l'Association des Ivoiriens actifs en Tunisie, joint à l'aéroport peu avant

leur décollage.

Selon l'ambassadeur ivoirien à Tunis, Ibrahim Sy Savané, « le nombre de candidats au retour atteint 1.100 ».

Un chiffre significatif pour la communauté ivoirienne qui, avec au moins 7.000 personnes, est la plus importante d'Afrique subsaharienne en Tunisie, grâce à une exemption de visa à l'entrée.

Quelque 30 étudiants ivoiriens, en situation régulière, font partie des rapatriés. « Ils ne se sentent pas à l'aise, certains ont été victimes d'actes racistes, certains sont en fin d'études, d'autres les ont interrompues », a précisé à l'AFP par téléphone Michaël Elie Bio Vamet, président de l'Association des étudiants ivoiriens.

« Il y a des agressions presque tous les jours, des menaces, ou bien ils sont mis dehors par leurs bailleurs, ou agressés physiquement », a-t-il ajouté.

Le Mali a également affrété un avion pour rapatrier 150 personnes sur ordre du chef de la junte Assimi Goïta, qui a

donné « des instructions très fermes pour faire face » à la détresse de ses compatriotes, a dit à l'AFP un diplomate malien à Tunis, sous couvert d'anonymat.

Leur avion devait décoller à 9H00 locales (8H00 GMT).

Des Guinéens rentrés par le tout premier vol de rapatriement mercredi ont témoigné auprès de l'AFP d'un « déferlement de haine » après le discours de M. Saïed, et de plusieurs jours de « cauchemar ».

Des « milices »

Un bon nombre des 21.000 ressortissants d'Afrique subsaharienne recensés officiellement en Tunisie, pour la plupart en situation irrégulière, ont perdu du jour au lendemain leur travail – généralement informel – et leur logement, du fait de la campagne contre les clandestins.

Plusieurs dizaines ont été arrêtés lors de contrôles policiers, et certains sont encore en détention. D'autres ont témoigné auprès d'ONG de l'existence de « milices » qui les

frappent et les détroussent.

Cette situation a provoqué l'afflux de dizaines de personnes vers leurs ambassades, en particulier la Côte d'Ivoire et le Mali, qui ont décidé d'en héberger jusqu'à une centaine en urgence.

D'autres migrants, encore plus vulnérables car issus de pays sans ambassade à Tunis, ont rejoint un campement improvisé devant le siège de l'Office international des migrations (OIM), où ils dorment dans le froid et des conditions insalubres.

Pour accélérer les rapatriements, la Tunisie aurait renoncé à réclamer

aux personnes en situation irrégulière des pénalités (80 dinars, 25 euros par mois de séjour irrégulier) qui, pour certains, dépassaient les 1.000 euros, selon le diplomate malien.

Parmi les candidats au retour, figurent des dizaines d'étudiants, venant parfois de familles aisées, inscrits dans des universités et des centres de formation créés au titre de la coopération entre la Tunisie et leurs pays.

Apeurés, beaucoup sont rentrés par leurs propres moyens tout au long de la semaine, selon un de leurs représentants.

L'Association des étudiants étrangers AESAT a documenté l'agression, le 26 février, de « quatre étudiantes ivoiriennes à la sortie de leur foyer universitaire » et d'« une étudiante gabonaise devant son domicile ».

Dès le lendemain du discours de M. Saïed, l'AESAT avait donné comme consigne aux étudiants subsahariens « de rester chez eux », les priant de ne plus « aller en cours ». Une directive prolongée au moins jusqu'au 6 mars.

AFP

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.